

BIBLIOTHÈQUE DES TERRITOIRES

Alain Bourdin



## Faire centre

La nouvelle problématique  
des centres-villes

**ESSEC**  
BUSINESS SCHOOL

 ***l'aube***



FAIRE CENTRE

La collection *Bibliothèque des territoires*  
est dirigée par Jean Viard

Série *Essec Villes et territoires*  
animée par Franck Vallérugo

© Éditions de l'Aube, 2019  
[www.editionsdelaube.com](http://www.editionsdelaube.com)

ISBN 978-2-8159-2640-9

Alain Bourdin

Faire centre

La nouvelle problématique  
des centres-villes

*éditions de l'aube*



*Les villes et les territoires concentrent aujourd'hui les hommes et les activités, accumulent la valeur ajoutée et l'intelligence collective, régulent l'économie et les rapports sociaux. Mais ils peuvent aussi, partout dans le monde, amplifier la misère, être l'enjeu des plus extrêmes conflits. Ils seront le sujet majeur du XXI<sup>e</sup> siècle.*

*Depuis plus de vingt ans, la chaire d'économie urbaine de l'Essec, seul laboratoire de recherche et d'enseignement en management public au sein d'une grande école de gestion, accompagne les acteurs publics locaux et leurs entreprises partenaires à perfectionner leur management et l'efficacité de leurs relations contractuelles.*

*Les éditions de l'Aube, depuis leur création, offrent une tribune ouverte aux spécialistes du développement local dans toute leur diversité d'économistes, de géographes, de sociologues, de politologues, d'historiens... Il était donc naturel que l'Aube et l'Essec s'associent aujourd'hui pour promouvoir cette nouvelle collection dont l'ambition est triple :*

- diffuser des connaissances et des pratiques au service des organisations publiques et des entreprises dont le métier est lié à la ville ;*
- proposer un espace de débat scientifique et politique sur les sujets contemporains qui interrogent l'univers commun des collectivités locales et des entreprises ;*
- offrir un lieu de mémoire à des aventures urbaines et aux hommes qui en furent les acteurs, en France et dans le monde.*

*C'est la raison pour laquelle cette collection est plurielle et colorée, à l'image des villes et des territoires qu'elle entend servir. Elle alterne ouvrages scientifiques et plus appliqués, propos d'experts et expériences d'acteurs de terrain, témoignages historiques et essais de culture. Elle s'adresse à des universitaires et à des professionnels, à des élus et à des habitants, à des étudiants, à tous les amoureux des villes.*

*Franck Vallérugo  
Professeur titulaire de la chaire  
d'économie urbaine de l'Essec*

*Jean Viard  
Sociologue,  
directeur des éditions de l'Aube*

## DU MÊME AUTEUR

- LA QUESTION LOCALE, PUF, 2000
- REPENSER LE TERRITOIRE : UN DICTIONNAIRE CRITIQUE, l'Aube, 2000, en collaboration
- UN URBANISME DES MODES DE VIE, avec Ariella Masboungi, Le Moniteur, 2004
- LA MÉTROPOLE DES INDIVIDUS, l'Aube, 2005
- LA PROXIMITÉ. CONSTRUCTION POLITIQUE ET EXPÉRIENCE SOCIALE, dir., avec Annick Germain et Marie-Pierre Lefeuve, L'Harmattan, 2006
- LES RÈGLES DU JEU URBAIN. ENTRE DROIT ET CONFIANCE, dir., avec Marie-Pierre Lefeuve et Patrice Melé, Descartes, 2006
- MOBILITÉ ET ÉCOLOGIE URBAINE, dir., Descartes, 2007
- DU BON USAGE DE LA VILLE, Descartes, 2009
- PROJETS ET STRATÉGIES URBAINES, REGARDS COMPARATIFS, dir., avec Robert Prost, Parenthèses, 2009
- L'URBANISME D'APRÈS CRISE, l'Aube, 2010
- MÉTAPOLIS REVISITÉE, l'Aube, 2014
- LA MÉTROPOLE FRAGILE, dir. Le Moniteur, 2015
- L'URBANISME DES MODÈLES, dir., avec Joël Idt, l'Aube, 2016

### Remerciements

Je remercie Marie Evo, de l'agence D et A, qui a dessiné les illustrations de ce livre, inspirées de notre travail commun lors de plusieurs études urbaines.

## Introduction

### Comment parler du centre ?

Sommes-nous en train de vivre la mort du centre-ville ? L'actualité française, on le verra, apporte de forts arguments pour une réponse positive, et plusieurs des questions débattues en France dépassent très largement nos frontières.

D'abord, la question du commerce. En France, il s'effondre dans de nombreuses villes, sous l'effet de différents facteurs dont les plus importants sont le commerce électronique (environ 10 % du chiffre d'affaires du commerce de détail actuellement, avec une progression significative) et le développement considérable des grandes surfaces puis des centres commerciaux périphériques : les 811 qui existent actuellement se situent massivement dans les périphéries, et les prévisions pour 2018-2020 indiquent que sur les 22 centres et parcs commerciaux prévus, 4 seront en centre-ville et le reste en périphérie. On s'aperçoit également que, dans le cas des villes moyennes, la vacance touche fortement le logement et que les services (surtout publics) migrent vers d'autres quartiers ou disparaissent<sup>1</sup>. Il y a donc péril et plan gouvernemental. D'autres pays, y compris la Chine, s'interrogent sur le devenir de leurs centres anciens – en particulier

---

1. Voir, à ce sujet, la synthèse très pédagogique de Vincent Grimault (2018).

ceux qui présentent une valeur historique – et sur les politiques à mener sur ce plan – autres que la pure et simple destruction.

Dans cette même ligne, on voit poindre une interrogation sur les modèles de centres qui ont été développés au cours des dernières décennies : hyperdenses et très « verticalisés », ce qui peut présenter des inconvénients sur le plan environnemental, ils associent souvent un nœud de transports, un centre commercial, des bureaux et des logements, dans la continuité du modèle nord-américain de la *downtown*. Longtemps indiscuté dans un grand nombre de pays, ce modèle commence à susciter les interrogations.

Le polycentrisme des métropoles apparaît également comme une question forte à l'agenda de l'aménagement urbain. Le système des villes nouvelles autour des grandes métropoles s'est développé avec des résultats incertains – il a permis de construire vite et en masse, mais sans forcément entraîner un véritable effet de centre et, dans les meilleurs des cas, la contribution au polycentrisme reste limitée. D'autres solutions ont été tentées, avec des polarités commerciales ou une forte valorisation des petites villes qui existent autour de métropoles anciennes : toutes font débat.

Avec les enjeux de la consommation énergétique et de la pollution, la question du centre cesse de n'intéresser vraiment que les théoriciens de l'aménagement du territoire et quelques décideurs pour devenir une préoccupation commune.

En même temps, la question de la proximité revient sur le devant de la scène, comme élément de limitation de la mobilité et de facilitation de la vie quotidienne. Dans le cadre de l'Atelier international du Grand Paris, l'équipe à laquelle je participais (les Urbanistes associés du Grand Paris avec comme mandataire Christian Devillers) a réalisé une série d'exploitations statistiques et d'enquêtes de terrain autour des modes de vie. Toutes ces démarches ont montré

l'importance de la proximité : les centralités de proximité sont un des enjeux de l'organisation des villes, et en particulier des métropoles.

Tout cela suffirait à justifier le choix de ce sujet, mais il y a encore autre chose. La thématique de la ville inclusive s'affirme au niveau international, en grande partie parce que les villes le sont de moins en moins, qu'elles peinent à faire société. Les analyses de la montée de l'individualisation dans la plupart des sociétés (auxquelles j'ai participé dans *La Métropole des individus* [Bourdin, 2005a]) montrent qu'il ne faut pas s'en étonner. Pour autant, cela pose problème. Ce « creuset social » qu'est supposée être la ville ne ferait-il plus société ? Tout ce que l'on sait sur le sujet nous ramène au centre et à son rôle traditionnel de grand intégrateur. Cette question-là également mériterait à elle seule que l'on se demande dans un livre comment « faire centre ».

### Créer de la valeur urbaine

Formuler ainsi la question signifie que l'on se situe du point de vue de l'action. Plus précisément, je raisonne dans le cadre de l'*urbanisme*. Mais comment définir la vocation de l'urbanisme comme grande fonction sociale, au même titre par exemple que l'éducation, et pas seulement comme un ensemble de savoirs et de pratiques techniques ?

« L'urbanisme, c'est faire la ville », dira-t-on, et la question devient : comment « faire centre » contribue-t-il à « faire la ville » ? Cette dernière expression présente cependant une série d'inconvénients, parce qu'elle nous renvoie trop rapidement à l'image du créateur omnipotent, de l'architecte démiurge, et qu'elle n'interroge pas la notion de ville, pourtant problématique. Il me paraît préférable de définir l'urbanisme comme *la méthodologie de création ou d'augmentation de valeurs* dans les villes *et* les établissements humains.

Aujourd'hui, la notion de création de valeur est employée le plus souvent dans un sens économique étroit, et même financier. Elle s'en trouve déjà détournée quand, par exemple, on l'utilise pour parler d'une activité ou d'une filière économique qui crée de l'emploi. Rien n'empêche d'aller plus loin et d'ouvrir le débat sur la valeur urbaine et ce que signifie créer ou ajouter de la valeur. Dans *La Question locale* (Bourdin, 2000 : 167), j'écrivais :

[I]l existe de nombreuses ressources n'ayant cours que dans un lieu donné : celles liées à la tradition, à l'interaction quotidienne, à la connaissance de règles du jeu informelles, etc. Celui qui dispose d'un important stock de ces ressources souhaite évidemment les utiliser, il est donc fortement tenté de localiser son action... [Ces ressources sont] recyclables dans un processus en deux temps : d'abord leur validation locale, puis leur exportation comme produits uniques à partir de cette validation. La relance de l'aligot en Aubrac, son pays d'origine, est le socle sur lequel s'est appuyée la commercialisation de ce produit dans la France entière.

Il s'agit là du mécanisme général de création de valeur *locale*, qui suppose ce double mouvement de reconnaissance locale – donc d'appropriation, d'usage et d'identification positive – et de valorisation sur ou par un marché extérieur, ou dans un dispositif de reconnaissance non économique d'une autre échelle que locale. Un artiste « local » ne prend de la valeur que s'il est reconnu ailleurs.

Cet exemple désigne la création de valeur comme un processus complexe qui passe par des étapes, des jeux d'échelle des interactions entre des acteurs, et qui ne se limite pas à un apport de ressources. La méthodologie de la création de valeur définit des stratégies et des manières de faire pour initier ou orienter ce type de processus. Mais beaucoup d'acteurs ou de processus divers contribuent à créer ou à développer la valeur

des établissements humains en général, et des villes en particulier. Le fondateur d'entreprise qui crée des emplois, le propriétaire immobilier qui offre de nouveaux logements, le muraliste qui peint une fresque, l'écrivain (Gracq ou Mandiargues) qui immortalise le passage Pommeraye de Nantes, les habitants qui se rencontrent tous les soirs au même endroit pour discuter, et tant d'autres, créent de la valeur urbaine. Sont-ils pour autant urbanistes ? Considérons-les plutôt comme des ressources pour l'urbanisme. La valeur qu'ils créent est captée, « gérée », articulée avec d'autres, les synergies, recherchées, les cercles vicieux, évités. Pour dire cela en termes comptables : à la fin, il doit y avoir plus de valeur qu'au début, et l'urbanisme consiste à faire qu'il en soit ainsi. Tout d'abord en agissant sur l'occupation de l'espace, la forme urbaine, les réseaux et les services urbains – bref, tout ce qui correspond au domaine traditionnel d'intervention des urbanistes, mais aussi au-delà. Quoi qu'il en soit, les méthodes de la création de valeur urbaine couvrent un champ très large, on le constate aujourd'hui dans les projets urbains, où les grands objets habituels de l'investissement international (immeubles de bureaux, centres commerciaux) cohabitent avec les arts de la rue, l'animation culturelle ou les productions de l'urbanisme provisoire. Mais la question reste suspendue de savoir ce qu'est la valeur urbaine ou, plus exactement, les valeurs urbaines.

Car il est temps de passer au pluriel. Non qu'il faille abandonner l'idée de *la* valeur urbaine, mais celle-ci correspond à ce que l'on exprimait de manière comptable en parlant de solde : si l'on s'en remet à un ensemble de critères et d'indicateurs ou à la satisfaction des acteurs (usagers, décideurs, partenaires, clients ou concurrents), y a-t-il une progression de la valeur urbaine ? Bien entendu, les critères peuvent changer, tout comme les acteurs pris en compte. La valeur urbaine résulte d'un ensemble de valeurs, y compris de leur antagonisme.

Si l'on se situe d'un point de vue synchronique avec l'ambition de l'objectivité, c'est-à-dire en indexant la valeur urbaine à des définitions qui ont le plus de chances de faire consensus chez les experts, on doit d'abord constater qu'elle se déploie dans différentes dimensions, chacune d'entre elles définissant des valeurs spécifiques : dans le contexte présent, on envisagera principalement les dimensions économique, environnementale, sociale, esthétique, culturelle, d'ambiance, et peut-être éthique, de la valeur urbaine.

On voit bien que dans certaines de ces dimensions, définir et mesurer la création de valeur urbaine s'avère beaucoup plus difficile que dans d'autres. Particulièrement lorsque la valeur créée se mesure en termes de satisfaction subjective. Surtout si celle-ci ne se réfère plus à un besoin plus ou moins objectivable, mais à l'esthétique, à l'ambiance, ou si elle prend la forme d'un plus fort sentiment d'appartenance ou de confiance dans la ville, les services qu'elle offre, ses habitants ou ses dirigeants.

En outre, au sein d'un même registre ou entre eux, les valeurs peuvent s'opposer ou se neutraliser. Si la *gated community* crée de la valeur pour sa clientèle, elle en détruit peut-être pour les habitants du voisinage. On ne saurait alors se livrer à une arithmétique simple, toutes choses n'étant jamais égales par ailleurs, mais il reste une problématique, celle de l'interaction entre les valeurs et de leurs contradictions, que l'on résumerait par le « solde » évoqué ci-dessus. Problème complexe, car la caractéristique de ce qui peut s'appeler ville aujourd'hui est peut-être aussi de mettre en synergie des valeurs urbaines contradictoires appartenant en outre à différents registres.

L'idée d'un « polythéisme des valeurs » urbaines va plus loin et oblige à dévoiler l'ambiguïté de l'usage que j'ai fait du terme « valeur ». Dans le raisonnement qui précède, on l'a essentiellement défini comme un niveau de ressources, et donc sa création comme une élévation de ce niveau, tout en

insistant sur le fait que ces ressources pouvaient appartenir à des domaines très divers et éventuellement, comme on vient de le montrer, se contredire ou se détruire réciproquement. Mais le terme définit également – avec l'axiologie – ce qui fonde des systèmes de préférences et de jugements, et exprime une vision du monde ou une idéologie. La valeur comme ressource sera jugée en fonction des valeurs comme fondements des préférences. Cela implique inmanquablement qu'à un moment ou à un autre apparaît cette question : la valeur urbaine pour qui et pour quoi, pour qu'on la mesure avec quel système de valeurs ? Si « faire centre » constitue une manière de créer de la valeur urbaine, pourquoi choisir celle-là, en fonction de quel système de valeurs, porté par qui ? Deux débats se profilent alors, tous deux classiques. Celui de l'affrontement entre les intérêts : en l'occurrence, qui a intérêt à ce qu'existent des centres-villes dynamiques et conformes à la tradition du centre, et pour qui cela n'a-t-il plus d'intérêt et de sens ? Également, celui de l'intérêt général et de son expression. Dans le contexte du réchauffement climatique et de la destruction des ressources de la planète, peut-on imaginer de penser la valeur urbaine autrement qu'en se référant sans cesse aux enjeux qui en découlent ? Certainement pas, mais cela ne doit pas servir de rouleau compresseur pour éviter de penser tout le reste, qui ne perd pas son importance – dans le cas présent, d'autres valeurs du centre que celles qui sont liées aux économies d'émission de gaz à effet de serre.

Le raisonnement synchronique ne suffit pas. La ville et la valeur urbaine s'inscrivent dans une histoire. Le processus de destruction créatrice s'applique au contexte urbain, en particulier métropolitain. On détruit pour créer. Mais cela ne fonctionne pas comme sur un marché. Les formes et la valeur héritées de l'histoire peuvent garder toute leur actualité ou encore se « recréer » autrement qu'en se détruisant. Certaines se conservent et servent de supports à la destruction créatrice

qui en affecte d'autres. C'est ce que l'on a souvent constaté avec le centre, lieu à la fois de l'innovation (avec la création d'entreprises, de services, de modes, ou de nouveaux espaces et styles architecturaux) et de la continuité urbaine. J'ai donc envisagé le centre sous l'angle de la valeur urbaine : en crée-t-il ? Que nous apporte-t-il aujourd'hui ? Que signifie-t-il par rapport à différents systèmes de valeurs, et en particulier par rapport à celui du développement durable ?

### **Se défaire d'un carcan et se défier des démagogues**

Avec quels types de savoirs répond-on à ces questions ? Peut-on se contenter d'une approche purement académique ? Qu'on me permette d'en appeler à mon expérience personnelle pour répondre. Quand j'ai quitté un département de sociologie pour l'Institut français d'urbanisme, je suis entré dans un univers où il était admis que l'urbanisme se constituait d'une part d'un socle interdisciplinaire (géographie, droit, économie, sociologie, histoire, ingénierie...) et d'autre part de savoirs spécifiques, essentiellement opérationnels, dont j'ignorais tout. Les doctrines ou théories élaborées par les praticiens constituaient des objets d'étude de choix, surtout pour l'histoire des idées et beaucoup grâce à Françoise Choay, mais sans qu'on sache très bien quel statut épistémologique leur attribuer, alors qu'ailleurs, dans des écoles d'architecture notamment, on les rangeait parmi les savoirs de base de la discipline.

Je m'en suis accommodé jusqu'à ce que je commence à travailler sur des projets avec des équipes de conception. J'ai alors découvert que certains travaux qui me paraissaient de pure recherche, comme ceux de Kevin Lynch, avaient une forte dimension opérationnelle, que des élaborations en apparence très techniques appelaient des arrière-plans très théoriques ou philosophiques, et que les grandes théories ne

constituaient pas seulement des prises de position de principe, mais charriaient souvent un ensemble d'éléments de démarche très importants pour la pratique de l'urbanisme. Depuis, je m'interroge sur la question des savoirs en urbanisme. Et en particulier sur la manière de faire dialoguer beaucoup plus intensément tous ceux qui y concourent, même s'ils sont de nature et de structure complètement différentes.

Dans *Le Nom de la rose*, d'Umberto Eco, Guillaume de Baskerville explique au novice Adso que les livres parlent aux livres. Aussi bien les chercheurs parlent-ils aux chercheurs, les architectes aux architectes, les technocrates aux technocrates, et les politiques à leurs électeurs. Comment peut-on se comprendre ? Les règles du jeu de la recherche, telles qu'elles s'énoncent aujourd'hui, supposent que les questions soient élaborées à partir des débats scientifiques et des théories existantes. On entend évidemment la « demande sociale », surtout quand elle paye, mais ce qu'elle propose doit être mis aux normes (ou passé à la moulinette) du questionnement scientifique, ce qui, reconnaissons-le, conduit aussi bien à la vacuité du scientifiquement correct, riche en découvertes zemblaniennes (aux antipodes de la sérendipité), qu'à des reformulations très utiles et pertinentes. La conception d'une science très cumulative, entièrement tendue vers l'établissement de vérités universelles par l'administration de la preuve expérimentale interdit d'aller pêcher en eaux troubles, donc de s'aventurer dans des échanges avec des savoirs considérés comme non scientifiques, même s'ils ont pour principe de chercher la vérité. Ou d'admettre (même en les reformulant) des questions qui ne s'inscrivent pas dans les logiques dominantes de la recherche. Je me garderai bien de prendre position en ce qui concerne les sciences « dures », mais j'affirme qu'en ce qui concerne les sciences de l'homme et de la société (SHS), tout cela n'a pas beaucoup de sens, l'attitude décrite n'étant d'ailleurs pas du tout la seule possible

au regard de l'épistémologie la plus canonique. En fait, les SHS se trouvent sans cesse travaillées par le contexte social et ne peuvent pas s'abstraire des questions qui leur sont posées. Certains praticiens de ces disciplines – en particulier aux USA et là où l'influence des théories postmodernes a été la plus forte – assument totalement ce fait, au point d'abandonner l'idée de vérité scientifique. D'autres se réfugient dans l'affirmation puérile que si l'on adopte le point de vue de ceux qui s'opposent au système, on atteint nécessairement la vérité de ce système – je caricature à peine.

On peut se libérer du carcan du scientifiquement correct à la française sans abandonner l'ambition d'établir des vérités scientifiques, c'est-à-dire que l'on peut justifier, argumenter, défendre de manière rationnelle. La tradition allemande, depuis Dilthey, nous guide dans ce chemin, en particulier lorsqu'elle nous montre que l'interprétation, au moins autant que l'explication, et peut-être plus, se trouve au centre de la démarche des sciences humaines. Interpréter n'a rien d'un exercice de libre association d'idées. Au contraire, il y faut la plus grande rigueur et mobiliser une grande diversité de savoirs et aussi de moyens d'objectivation. Cela commence par celle que produit la chose écrite, quand elle ne se présente pas comme une vérité révélée ou un discours prophétique, mais comme une analyse argumentée. Concrètement, cela signifie que l'on peut discuter et collaborer avec des savoirs constitués de diverses manières, à partir du moment où ils cherchent à établir des vérités, même contextuelles ou provisoires. Il n'y a donc pas de raison d'exclure ou d'invalider la production de l'urbanisme sous prétexte qu'elle ne sort pas d'un moule scientifique par ailleurs objet de débats.

J'en tire la conclusion qu'il faut éviter de se laisser piéger par des règles scientifiques discutables et enfermer dans un prétendu socle scientifique de l'urbanisme dont le caractère composite et artificiel ne fait pas de doute. De ce fait, je

revendique une libre circulation entre les savoirs qui contribuent à l'urbanisme quelles que soient leur origine et leur nature. Donc, ce livre ne respecte pas les règles du scientifiquement correct à la française, mais, pour autant, il se veut scientifique. D'un autre côté, il se revendique aussi comme un livre professionnel et s'appuie en partie sur des expériences professionnelles qui, à mes yeux, constituent mon meilleur terrain de recherche. Tant pis pour le risque pris !

*A contrario*, il faut aussi défendre les savoirs constitués. D'un côté les fabricants de normes ont tendance à restreindre la mise en œuvre de ceux de la conception et de la planification ; de l'autre s'affirme le succès d'une sorte de populisme assez malsain. Cela se résume en une affirmation : pas besoin de diagnostic, les « gens » savent ce dont ils ont besoin, il suffit de leur laisser la parole et d'exécuter leur demande. Évidemment, il faut se demander de quelles « gens » il s'agit : habitants, usagers, visiteurs (on trouve les trois dans bien des situations urbaines), ceux qui sont déjà là ou ceux qui vont venir et qu'on ne connaît pas, « bobos », « prolos », « djeuns », etc. Mais admettons que ces obstacles et quelques autres de même nature (par exemple, la représentativité des « gens » qui participent aux dispositifs participatifs) soient levés, il reste la question de fond : que savent les « gens » ? L'expertise d'usage existe, elle est importante et mieux portée par les usagers eux-mêmes que par n'importe qui d'autre. Les « gens » savent ce qui ne va pas, ce qui leur manque, pas nécessairement ce qu'ils pourraient avoir et ce qui les satisferait. Certains des « gens » disposent d'autres expertises qui en font des « tiers experts » et qui sont parfois supérieures à celles des experts patentés. Je l'ai moi-même constaté sur le terrain et je tiens tout cela pour vrai. Mais l'escroquerie consiste à substituer quand il faudrait ajouter. Les savoirs des usagers vont permettre d'enrichir le diagnostic et éventuellement de le rectifier, ils ne vont pas le remplacer. D'un autre côté, les savoirs constitués

## ALAIN BOURDIN

systématiquement par les experts vont aider à mettre en perspective les savoirs des usagers. À moins que l'on n'accepte une fois pour toutes que tout se vaut et qu'il n'y a pas à discuter. Ce serait plonger dans l'ère de la postvérité, illustrée par le président actuel des USA. Peut-être n'y échapperons-nous pas, mais retardons le plus possible ce plongeon tragique.

Bref, si l'on doit s'affranchir de contraintes douteuses qui empêchent la circulation entre les savoirs, il faut plus que jamais prendre au sérieux les démarches d'analyse et s'appuyer sur elles. C'est pourquoi, avant d'en venir à des études de cas et à des propositions, je consacre deux parties de ce livre à l'analyse et au débat théorique.

PREMIÈRE PARTIE  
LE CENTRE



Acceptons l'hypothèse d'une crise ou au moins d'une transformation radicale de la centralité (la ville libérée du centre, dirait Koolhaas). Pour mieux comprendre la portée de ce qui change actuellement, en cherchant à identifier des éléments de définition du centre-ville communs à une diversité d'époques et de sociétés, établissons un modèle générique du centre-ville. Donc, ni une histoire ni une comparaison systématique à partir d'un corpus de centres (pris par exemple dans des époques et des sociétés différentes).

Dans son *Introduction à l'analyse structurale des récits*, Roland Barthes écrit :

Où donc chercher la structure du récit ? Dans les récits, sans doute. *Tous* les récits ? Beaucoup de commentateurs, qui admettent l'idée d'une structure narrative, ne peuvent cependant se résigner à dégager l'analyse littéraire du modèle des sciences expérimentales : ils demandent intrépidement que l'on applique à la narration une méthode purement inductive et que l'on commence par étudier tous les récits d'un genre, d'une époque, d'une société, pour ensuite passer à l'esquisse d'un modèle général. Cette vue de bon sens est utopique. La linguistique elle-même, qui n'a que trois mille langues à étreindre, n'y arrive pas [...]. Que dire alors de l'analyse narrative, placée devant des millions de récits. (Barthes, 1966 : 2)

La situation est sensiblement la même avec les centres-villes et les différentes figures qu'ils présentent au fil des époques. Il n'y a donc qu'une méthode pour définir ce modèle générique : en faire une « théorie ». C'est ce que tente l'analyse

qui suit. Pour cela, elle s'appuie largement sur la littérature existante – on pourrait dire : sur ce que l'on admet communément – confrontée à des exemples concrets, historiques ou non, parfois anecdotiques, et qui ne jouent jamais le rôle de preuves, mais celui d'indicateurs de vraisemblance.

On dira que tout cela n'a rien de bien scientifique. Objection incontestable s'il s'agissait d'élaborer une définition universelle du centre aussi solide que la structure des récits chez Barthes. Mais l'objectif se limite ici à une lecture en creux : se donner une idée suffisamment riche de ce qui a existé, et souvent disparaît, pour comprendre ce qui change et évaluer ce qui émerge. Et de ce point de vue, les théories du centre telles qu'on les trouve dans la littérature sont souvent réductrices. Un seul exemple : lorsque Manuel Castells, dans *La Question urbaine* (Castells, 1972), définit le centre par trois dimensions : politique, religieuse, économique, il n'énonce rien que je souhaite contester, mais il me semble qu'il y a beaucoup plus à dire. Le but de ce chapitre est d'ouvrir suffisamment l'espace de l'analyse et du raisonnement. Il s'agit moins ici d'établir un modèle explicatif du centre que d'en dessiner la problématique.

## 1. Les figures du centre

Qu'est-ce que le centre ? Au fil des pages, on assistera à une sorte de personnification, caractérisée par des expressions du genre : le centre « fait » ceci. Le centre serait-il un acteur ? Dans ses définitions mathématique, physique, géographique, non. Mais en urbanisme ?

Le centre est d'abord un dispositif, au sens que – notamment – Michel Foucault donne à ce terme. Autrement dit, une configuration qui associe une matérialité – ici les formes architecturales et urbaines –, des institutions, des représentations (images, récit, symbolique) et des acteurs. Dans le centre-ville classique français, on trouve un « commissariat central » qui coordonne l'activité policière, une « poste centrale » pour le courrier, les « halles centrales » pour le commerce alimentaire, etc. Partout, il existe un « récit » du centre-ville qui s'appuie sur des objets ou des lieux symboliques, habituellement référés à l'histoire. Enfin, des acteurs parlent au nom du centre, qu'ils soient associations de commerçants ou responsables politiques. Dans les pages qui suivent, on examinera principalement l'expression matérielle de ce dispositif, mais sans jamais l'isoler de son ensemble.

Cela ne suffit pas à faire du centre un acteur, et la plupart du temps, il ne l'est pas. Cependant, en tant que dispositif, il a la capacité d'organiser les comportements de divers acteurs et même la vie sociale ; en ce sens, il n'est pas juste